
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 juin 2023
Régulièrement convoqué le 02 juin 2023

Le 12 juin 2023 à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, M. Laurent CHAUVEAU, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOUAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE, Mme Pauline CABANE : Adjoints au Maire. M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Julien DECORTE, M. Dorian PLUMEL, Mme Demet YEDILI (arrivée à la 000), M. Corentin CATELLA, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Jacques SÉBILLE, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

Pouvoirs : Mme Ghislaine SAVIN (pouvoir Mme Sylvie VERCHÈRE), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Fabienne MENOUAR), M. Vincent PERROUX (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON), M. Nicolas DELOLY (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. François COUTOS-THEVENOT (pouvoir M. Jean-Frédéric FABERT), M. Laurent MILAZZO (pouvoir M. Christophe ROISSAC), M. Laurent LANFRAY (pouvoir Mme Patricia BRUNEL-MAILLET),

Absent(e)s ou excusé(e)s : M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Karim OUMEDDOUR, Mme Françoise CAPMAL

Secrétaire de Séance : Mme Emeline MEHUKAJ

2.11 - APUREMENT DU COMPTE 1069 DANS LE CADRE DU CHANGEMENT DE NOMENCLATURE COMPTABLE

Monsieur Norbert GRAVES, Conseiller municipal, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Afin d'améliorer la qualité des comptes locaux et de moderniser la comptabilité du secteur public local, les collectivités locales devront mettre en place l'instruction budgétaire et comptable du référentiel M57 au plus tard le 1er janvier 2024.

L'objectif est d'harmoniser le cadre réglementaire actuel qui se caractérise par la multiplicité des instructions budgétaire et comptable applicable selon les catégories de collectivités locales (M14, M52, M61, M71...).

La norme M57 est la dernière instruction budgétaire et comptable mise à jour par la Direction Générale des Collectivités Territoriales et la Direction Générale des Finances Publiques.

D'un point de vue comptable, c'est la référence la plus avancée en matière de qualité comptable. Le passage au référentiel M57 nécessite des prérequis dont l'apurement du compte 1069.

Le compte 1069 est un compte qui fut créé en 1997 lors de la mise en place de l'instruction comptable M14 pour neutraliser l'impact du rattachement des charges qui s'imposait alors pour la première fois aux collectivités locales. Si cette procédure a permis de préserver l'équilibre du budget, la charge d'exploitation correspondante n'a jamais été réellement financée.

Pour la Ville, le compte 1069 est débiteur de 266 942.66 €, il convient de procéder à cet apurement par opération non budgétaire, le compte 1068 « Excédent d'exploitation capitalisé » est débité au crédit du compte 1069 d'un montant de 266 942.66 €. Cette opération n'est enregistrée que dans les écritures du comptable public à l'appui de cette délibération.

La Ville devra, quant à elle, corriger le résultat de la section investissement du compte administratif 2022 à reprendre au budget 2023 (ligne 001) pour le même montant.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2121-29,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS**

(Monsieur Julien CORNILLET, Maire, ne participe pas au vote en tant que conseiller intéressé)

DÉCIDE :

- **D'AUTORISER** le comptable public à apurer le compte 1069 d'un montant de 266 942.66€ par opération non budgétaire,
- **DE PROCÉDER** à la correction du résultat de la section investissement du compte administratif 2022 à reprendre au budget 2023 (ligne 001),
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 13 juin 2023

Le Maire,
Julien CORNILLET



La secrétaire de séance
Emeline MEHUKAJ